

**République Française**  
Liberté - Egalité - Fraternité

**Département de l'Hérault**  
Arrondissement de Béziers

**N°002170**

**OBJET :**

**Consultation juridique  
Cabinet CGCB :  
accompagnement sur le  
projet du quartier de la  
« Méditerranéenne »  
à AGDE**

Réf. : FQ/SS (juridique)  
Rubrique dématérialisée : 1.7. « Actes  
spéciaux et divers »

Le Président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ;

**VU** la délibération N°3219 du conseil communautaire du 11 juillet 2020 sur l'installation du conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ;

**VU** la délibération N°3220 du conseil communautaire du 11 juillet 2020 portant élection du Président ;

**VU** l'article L 5211-10 du CGCT, qui indique que le Président de la Communauté d'Agglomération peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception de certaines matières dûment énumérées ;

**VU** la délibération N°3280 du conseil communautaire du 21 juillet 2020 accordant à monsieur le Président, par délégation et pour la durée de son mandat, des attributions de l'organe délibérant et, notamment, autorisant monsieur le Président à recourir à des avocats, conseillers juridiques, et à régler les frais et honoraires afférents ;

**CONSIDÉRANT** que l'aménagement du quartier de la « Méditerranéenne » à Agde est une opération complexe qui comporte de nombreuses difficultés de mise en œuvre pour lesquelles le recours à un accompagnement juridique spécialisé s'avère nécessaire.

**DÉCIDE**

- **Article 1 :** De mandater le Cabinet CGCB, domicilié 8 place du marché aux fleurs, 34000 MONTPELLIER, pour effectuer des consultations juridiques liées au quartier de la « Méditerranéenne » à Agde.
- **Article 2 :** De régler les factures afférentes à ce dossier.
- **Article 3 :** De prélever les dépenses sur le Budget de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.
- **Article final :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des décisions du Président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.

Fait à SAINT-THIBERY, le 08 décembre 2021

**Le Président,  
Gilles D'ETTORE**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication.

#signature#

**RECU EN PREFECTURE**

Le 13 décembre 2021

VIA DOTELEC - FAST Actes

034-243400819-20211208-C00217010-AR